ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

Commission des institutions,
des affaires internationales et européennes
et des relations avec les communes

Papeete, le 10 DEC. 2020

N° 146-2020

RAPPORT

relatif à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2020-1256 du 14 octobre 2020 étendant et adaptant en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie les dispositions de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique,

présenté au nom de la commission des institutions, des affaires internationales et européennes et des relations avec les communes,

par M^{me} la représentante Sylvana PUHETINI

Document mis
en distribution

Le 10 DEC. 2020

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 784/DIRAJ du 20 novembre 2011, le haut-commissaire de la République en Polynésie française a soumis pour avis à l'assemblée de la Polynésie française, un projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2020-1256 du 14 octobre 2020 étendant et adaptant en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie les dispositions de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique.

Prise sur le fondement de l'article 113 de la loi du 27 décembre 2019 précitée dite « Engagement et Proximité », l'ordonnance n° 2020-1256 du 14 octobre 2020 étend et adapte en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie, au regard de leurs particularités institutionnelles et de la répartition des compétences qui y prévaut, les dispositions de ladite loi qui sont de nature à renforcer les droits des élus et à faciliter l'action publique.

Ladite ordonnance a fait l'objet d'un avis favorable de l'assemblée de la Polynésie française en date du 15 octobre 2020, avis assorti toutefois d'observations et de demandes¹.

L'article 113 de la loi « Engagement et Proximité » fixe un délai de trois mois à compter de la publication de l'ordonnance pour qu'un projet de loi de ratification soit déposé devant le Parlement. Ce délai arrivera à échéance le 15 janvier 2021.

L'objet du présent projet de loi est donc de procéder à la ratification de l'ordonnance n° 2020-1256. Par ailleurs, suite aux demandes formulées par la Polynésie française et par l'assemblée dans leurs avis respectifs sur l'ordonnance lorsqu'elle était à l'état de projet, l'Etat a décidé d'inclure dans ce vecteur législatif une adaptation du code général des collectivités territoriales (CGCT) visant à instaurer en Polynésie la possibilité de célébrer les mariages et d'enregistrer les pactes civils de solidarité (PACS) dans les annexes des mairies associées pour toute personne qui réside dans la commune.

¹ Avis n° 2020-10 A/APF du 15 octobre 2020.

I. Présentation du contenu du projet de loi

Le projet de loi est composé de deux articles.

L'article 1^{er} procède à la ratification de l'ordonnance n° 2020-1256 du 14 octobre 2020 étendant et adaptant en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie les dispositions de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique.

L'article 2 prévoit de modifier l'article L. 2113-13 du CGCT tel qu'applicable en Polynésie française en introduisant dans son article d'extension (*article L. 2573-3, IV^èmement*) une adaptation visant à permettre la célébration des mariages et l'enregistrement des PACS dans les mairies annexes des communes associées pour toute personne qui réside dans la commune.

En effet, l'article 72 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 a aménagé les règles de célébration des mariages et d'enregistrement des PACS. Ces démarches sont dorénavant autorisées dans n'importe quelle mairie annexe d'une commune déléguée pour tout habitant de la commune nouvelle, même s'il n'habite pas dans le ressort de la commune déléguée (*2° de l'article L. 2113-11 du CGCT*).

Cependant, ce nouveau dispositif ne concernant que les communes nouvelles, qui n'existent pas en Polynésie française puisque cette dernière a fait le choix de rester sous le régime des communes associées, il n'y a pas été étendu par l'ordonnance n° 2020-1256 du 14 octobre 2020.

Suite à la demande formulée par la Polynésie française et l'assemblée, par analogie avec cette nouvelle règle instituée en droit commun, la disposition envisagée rajoute un alinéa à l'article L. 2113-13 du CGCT, dans sa rédaction applicable en Polynésie française, pour permettre la célébration des mariages dans les mairies annexes des communes associées pour toute personne qui réside dans la commune, et non dans la seule commune associée.

Il convient de préciser qu'en l'état du droit applicable localement, cet aménagement des règles d'état civil ne porte que sur les mariages car, bien que le PACS s'applique en Polynésie française, il n'est à ce jour pas possible de l'y faire enregistrer.

Sur les 48 communes de la Polynésie française, cette mesure concerne 30 communes subdivisées en 98 communes associées.

Cette disposition permet une meilleure redistribution du service public de l'état civil en fonction de la capacité de chaque commune. S'agissant de la célébration des mariages, les habitants d'une commune pourront en effet disposer de l'ensemble des infrastructures situées sur leur commune sans être cantonnés à la commune associée dans laquelle ils résident.

Par ailleurs, elle simplifie les démarches des usagers pour la célébration des mariages, ces derniers pouvant s'adresser à tout service d'état civil de la commune subdivisée en communes associées.

Enfin, en assouplissant les règles de compétence territoriales, ce dispositif permet aux personnes en situation de handicap de choisir au sein de la commune et non seulement au sein de leur commune associée un lieu de célébration de leur mariage plus adapté à leur handicap ou à celui de leurs proches.

II. Observations appelées par le projet de loi

À titre liminaire, on peut noter les bonnes conditions offertes pour cette saisine.

Contrairement à la saisine relative au projet d'ordonnance, qui s'est faite en procédure d'urgence, l'assemblée dispose cette fois d'un délai de trente jours pour rendre son avis. Par ailleurs, le projet de loi s'accompagne d'une étude d'impact.

Ainsi, il est très appréciable de constater que les observations émises sur le projet d'ordonnance par la Polynésie française, l'assemblée et le Syndicat pour la Promotion des Communes de Polynésie française (SPCPF)² dans leurs avis respectifs semblent avoir été prises en considération.

Sur le fond, si l'ordonnance du 14 octobre 2020 a partiellement pris en compte les propositions formulées par l'assemblée dans son avis, trois d'entre elles n'ont pas été retenues.

La première proposition, en lien avec l'article 4 du projet d'ordonnance, était relative au maintien, exceptionnel pour les communes polynésiennes, de l'application d'un principe de parité souple dans les listes électorales pour les communes de 1 000 habitants et plus (*c'est-à-dire, sans alternance stricte sur les listes*).

La seconde proposition, en lien avec l'article 6 du projet d'ordonnance, devenu l'article 7 de l'ordonnance adoptée, suggérait que les dispositions du 3° de l'article L. 2212-2-1 du CGCT, relatives à l'occupation illégale du domaine public de l'Etat, des communes ou de leurs établissements publics, puissent être adaptées en mentionnant aussi la réglementation domaniale de la Polynésie française lorsqu'il s'agit de son domaine.

En effet, tel qu'il est rendu applicable à ce jour, le 3° de l'article L. 2212-2-1 du CGCT renvoie à l'article L. 2122-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

Or, en Polynésie française, cet article ne s'applique qu'au domaine de l'Etat, des communes et de leurs établissements. Le texte applicable au domaine de la Polynésie française est la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française.

La proposition de rédaction du 3° de l'article L. 2212-2-1 du CGCT tel qu'applicable en Polynésie française formulée dans les avis précités est réitérée :

« 3° Consistant, au moyen d'un bien mobilier, à occuper à des fins commerciales la voie ou le domaine public soit sans droit ni titre, lorsque celui-ci est requis en application de l'article L. 2122-1 du code général de la propriété des personnes publiques, s'agissant du domaine de l'Etat, des communes ou de leurs établissements, ou en application de la réglementation domaniale de la Polynésie française lorsqu'il s'agit de son domaine, soit de façon non conforme au titre délivré en application des textes précités, lorsque cette occupation constitue un usage privatif de ce domaine public excédant le droit d'usage appartenant à tous ; ».

Par conséquent, il conviendrait de modifier l'article L. 2573-18 du CGCT afin de prévoir les adaptations nécessaires des dispositions du 3° de l'article L. 2212-2-1 du CGCT.

La dernière de ces trois propositions avait pour objet d'étendre à la Polynésie française les dispositions de l'article 72 de la loi « Engagement et proximité » qui permet de célébrer des mariages dans les mairies annexes d'une « commune déléguée » pour tout habitant de la « commune nouvelle », même s'il n'habite pas dans les limites territoriales de la commune déléguée.

Le rejet de cette dernière proposition est explicité dans l'étude d'impact jointe au présent projet de loi. Il tient au fait que les dispositions relatives aux communes nouvelles ne sont pas applicables en Polynésie française qui demeure sous le régime des « communes associées ». Dans ces conditions, l'article 72 de la loi « Engagement et proximité » ne pouvait être appliqué en Polynésie française.

L'article 2 du projet de loi de ratification vient satisfaire à la demande formulée par la Polynésie française, l'assemblée et les élus locaux en modifiant l'article L. 2113-13 du CGCT tel qu'applicable à la Polynésie française.

Les élus ayant pu être consultés par le SPCPF sur le projet de loi approuvent cette adaptation qui s'avérera plus pratique pour leurs administrés en termes de logistique, de rapprochement des familles voire même de déplacements au sein même de la commune. Par exemple, à Ua Pou, il est parfois plus pratique pour les futurs mariés des villages de Hakuti et de Hakatau (*situés dans la commune associée de Hakamaii*) de se marier dans la commune chef-lieu de Hakahau. Le même exemple est relayé pour les familles de la presqu'île qui pourront ainsi se rapprocher dans une commune associée plutôt qu'une autre.

² Avis n° 360/2020/SPC du 12 octobre 2020.

Le Gouvernement central met donc à profit le projet de loi de ratification pour étendre à la Polynésie française une adaptation souhaitée par ses élus communaux et répondant à un réel besoin de leurs habitants.

Enfin, il semble utile d'observer que toutes les erreurs matérielles ou de forme telles que déclinées de manière détaillée dans l'avis de l'assemblée du 15 octobre 2020 doivent faire l'objet d'une prise en compte exhaustive (*erreurs de références de texte, etc.*).

*
* *

*Au regard de ces éléments, la commission des institutions, des affaires internationales et européennes et des relations avec les communes, réunie le 4 décembre 2020 pour examiner ce dossier, propose à l'assemblée de la Polynésie française d'émettre un **avis favorable** au projet de loi présenté en ce qu'il répond à une demande formulée dans l'avis n° 2020-10 A/APF du 15 octobre 2020.*

En revanche, elle propose à l'assemblée de la Polynésie française de réitérer les demandes contenues dans ledit avis tendant à l'adaptation des dispositions du 3° de l'article L. 2212-2-1 du CGCT et à la correction de l'intégralité des erreurs matérielles ou de forme qui y sont consignées.

LA RAPPORTEURE

Sylvana PUHETINI

TABLEAU COMPARATIF

Demande d'avis de l'assemblée de la Polynésie française sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2020-1256 du 14 octobre 2020 étendant et adaptant en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie les dispositions de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique
(Lettre n° 784/DIRAJ du 20-11-2020)

CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	
Rédaction actuelle	Rédaction issue de l'article 2 du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2020-1256 du 14 octobre 2020
Article L. 2113-3 applicable à la Polynésie française	
<p>La création d'une commune associée entraîne de plein droit :</p> <p>1° L'institution d'un maire délégué ;</p> <p>2° La création d'une annexe de la mairie dans laquelle sont notamment établis les actes de l'état civil concernant les habitants de la commune associée ;</p>	<p>La création d'une commune associée entraîne de plein droit :</p> <p>1° L'institution d'un maire délégué ;</p> <p>2° La création d'une annexe de la mairie dans laquelle sont notamment établis les actes de l'état civil concernant les habitants de la commune associée.</p> <p><i>Les mariages peuvent être célébrés et les pactes civils de solidarité peuvent être enregistrés dans l'une des annexes de la mairie, dans les limites territoriales de la commune.</i></p>

**ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

AVIS N°

A/APF

DU

sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2020-1256 du 14 octobre 2020 étendant et adaptant en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie les dispositions de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 784/DIRAJ du 20 novembre 2020 du haut-commissaire de la République en Polynésie française soumettant à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française un projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2020-1256 du 14 octobre 2020 étendant et adaptant en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie les dispositions de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;

Vu la lettre n° /2020/APF/SG du portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° du de la commission des institutions, des affaires internationales et européennes et des relations avec les communes ;

Dans sa séance du

ÉMET L'AVIS SUIVANT :

Le projet de loi de loi ratifiant l'ordonnance n° 2020-1256 du 14 octobre 2020 étendant et adaptant en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie les dispositions de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique recueille un *avis favorable* de l'assemblée de la Polynésie française.

En effet, son article 2 répond à une demande formulée par l'assemblée de la Polynésie française dans son avis n° 2020-10 A/APF du 15 octobre 2020.

En revanche, le projet de loi ne prenant pas en compte les autres observations contenues dans le même avis du 15 octobre 2020, l'assemblée de la Polynésie française réitère ses demandes consistant à :

- adapter les dispositions du 3° de l'article L. 2212-2-1 du code général des collectivités territoriales tel qu'applicable à la Polynésie française ;
- corriger l'intégralité des erreurs matérielles ou de forme relevées dans ledit avis.

Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et transmis, accompagné de son rapport de présentation, au haut-commissaire de la République en Polynésie française, au Président de la Polynésie française, aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat et aux parlementaires de la Polynésie française.

La secrétaire,

Le président,

Béatrice LUCAS

Gaston TONG SANG